



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2525
23 décembre 2016
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

lutte

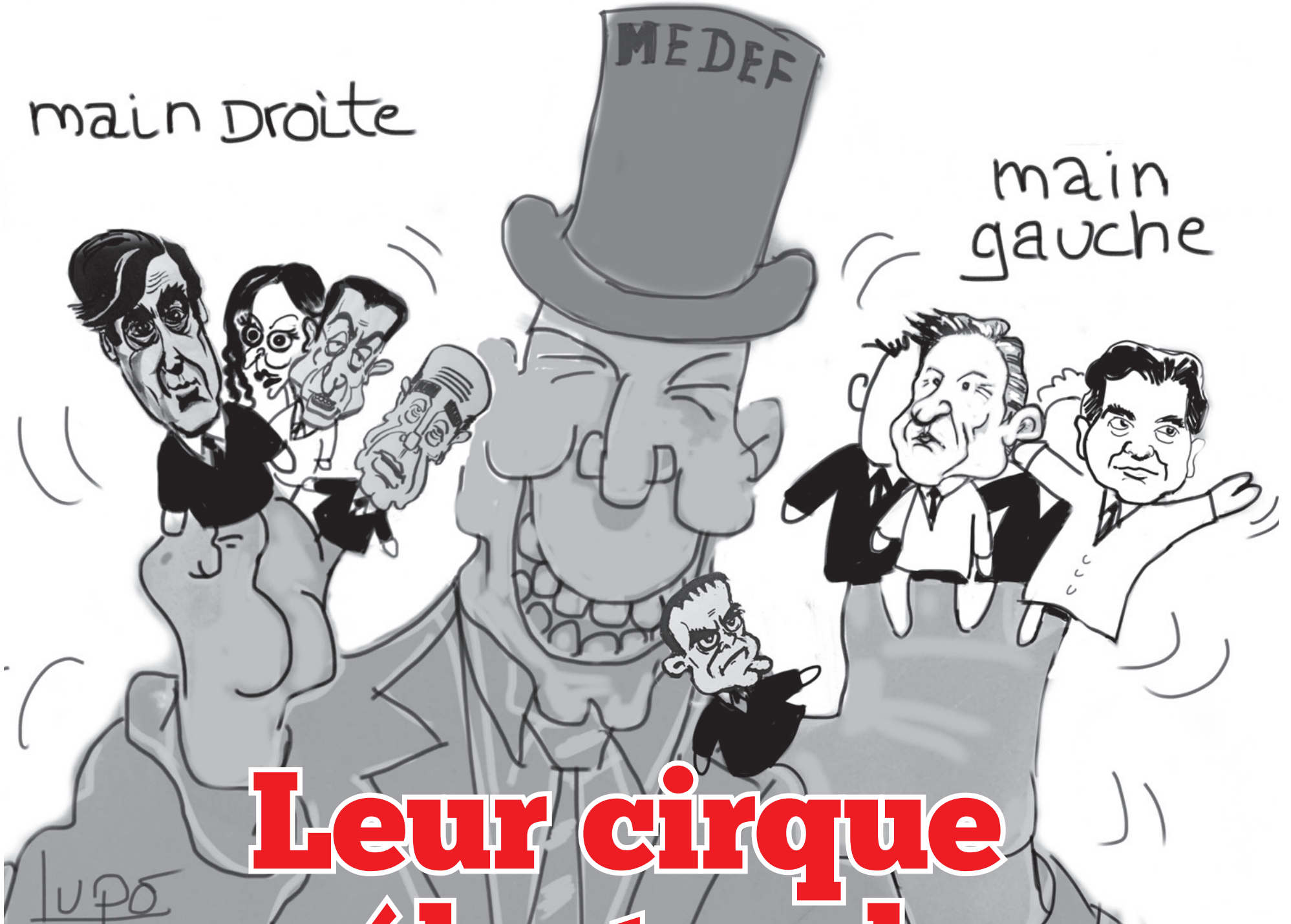
ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

main Droite

main gauche



Leur cirque électoral est en place

**La campagne
de
Nathalie
Arthaud**



Page 12

Berlin
**Terrorisme
et exploitation
politicienne**

Page 6

Sncf
**Effectifs
en baisse, réseau
à l'abandon**

Page 10

Primaire du PS : les ex-ministres se bousculent pour servir les riches

Comme pour la primaire de la droite, sept candidats se disputeront donc les suffrages à la primaire du PS. Bien malin qui pourrait dire ce qui les différencie sur le fond. Oh, comme les sept perroquets de la droite, ils nous expliquent qu'ils sont nouveaux ou qu'ils ont changé. En réalité, tous ont soutenu Hollande en 2012 et la plupart d'entre eux ont été ses ministres. Tous sont d'accord pour gérer, de façon loyale, les affaires de la bourgeoisie.

Sur le fond, tous assument le bilan des années Hollande, à commencer par les 41 milliards d'euros offerts aux entreprises, avec le CICE et le pacte de responsabilité, que les smicards peuvent comparer aux 9 centimes d'euro brut d'augmentation horaire que le gouvernement vient de leur accorder ! Les candidats du PS peuvent faire des promesses, à la manière de Hollande et « *Mon adversaire, c'est la finance* », personne ne les croira.

Valls, Montebourg ou Hamon savent que les élections de 2017 sont sans doute perdues, tant le PS s'est discrédité au pouvoir. L'enjeu pour eux est de se positionner dans les luttes d'influence au sein du PS, ou à l'extérieur, en vue d'échéances futures. Et chacun prétend rassembler l'électorat de gauche, mais derrière lui. Comme ils sont identiques, chacun cherche une astuce pour se distinguer.

Montebourg nous explique qu'il relancerait l'économie et créerait 500 000 emplois. Mais, quand il était ministre, il n'a pas empêché une seule fermeture d'usine. Quant à la politique du Made in France dans une économie mondialisée, c'est digne d'un conte de Noël pour petits enfants.

Hamon, lui, promet d'apporter dans sa hotte un revenu de base universel. Faute de vouloir prendre l'argent au grand capital, il supprimerait d'autres allocations pour financer ce nouveau gadget. Et puis, le problème n'est pas de donner une obole aux chômeurs, mais qu'il n'y ait pas de chômage !

Valls promet, sans rire, de supprimer l'article 49.3 de la Constitution. Quand il était chef du gouvernement, il l'utilisait sans vergogne pour faire passer des projets de loi dont même sa majorité ne voulait pas. Tous ceux qui se sont mobilisés contre la loi travail apprécieront cette promesse de pacotille, qui résume l'hypocrisie de ce politicien.

À cette équipe de sept, on pourrait ajouter deux dissidents, Macron et Mélenchon. Ils se veulent différents, mais

viennent de la même écurie.

Mélenchon a été membre du PS pendant trente ans. Il en fut un dirigeant, un sénateur et un ministre, avant de le quitter et de tenter d'occuper un créneau sur sa gauche, tout en assumant l'héritage de Mitterrand, ce grand serviteur de la bourgeoisie. En prétendant que tous nos problèmes viendraient de l'Europe, voire de l'Allemagne, Mélenchon dédouane les capitalistes français. Son message se résume aussi à demander de voter pour lui pour que les choses changent, comme Hollande en 2012.

Quant à Macron, ex-haut fonctionnaire et ex-ministre de Hollande, il a choisi la file de droite. Cet ancien banquier de Rothschild veut libéraliser l'économie, à la manière des VTC censés ringardiser les taxis. « *Uber = esclavage moderne* », dénoncent ces jours-ci les chauffeurs VTC, et ils ont bien raison.

En cette période de chômage de masse, des dizaines de milliers d'entre eux ont tenté de gagner leur vie ainsi. Aujourd'hui, ils parviennent difficilement au smic en travaillant 70 heures par semaine, tout en enrichissant des multinationales comme Uber. Voilà pour les emplois créés sous Valls et Macron !

Le PS au pouvoir a imposé tant de reculs pour les salariés que la droite est aujourd'hui renforcée. Fillon promet un programme d'attaques en règle contre le monde du travail. Quant à Le Pen, elle fera au pouvoir comme les autres : servir la bourgeoisie, en divisant les travailleurs selon leur origine ou leur nationalité. Le PS tente de remobiliser son électorat en criant au loup, mais la ficelle est usée.

Pour mettre un coup d'arrêt aux politiques procapitalistes menées à tour de rôle par le PS et par la droite, et qui le seraient demain par le FN, les travailleurs ne pourront pas faire l'économie de luttes massives, avec leurs armes de classe, les grèves et les manifestations.

Et dans l'immédiat, lors de l'élection présidentielle, ils doivent dire clairement leur rejet de ces politiciens de la gauche gouvernementale, de la droite et de l'extrême droite, qui tous veulent aider les capitalistes et les banquiers. Les travailleurs doivent faire connaître leurs exigences vitales. Ils pourront le faire avec le bulletin de vote pour Nathalie Arthaud, candidate pour faire entendre le camp des travailleurs.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	des entreprises	12	ADPA - Grenoble	8
Lycée Blanqui Saint-Ouen : des jeunes à la rue	DANS LE MONDE		ArcelorMittal - Dunkerque	9
Le FN en campagne : la chasse aux enfants	Après l'attentat de Berlin : les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser	6	Ikéa - Thiais	9
Paris 20 ^e : la maire contre une association	Allemagne : exploitation politicienne	6	La Poste - Angers	9
France : terre d'exclusion	Turquie : la répression en marche	6	Chaffoteaux - Saint-Brieuc	9
Smic : 7 centimes pour les fêtes	Alep : le bal des hypocrites	7	SNCF - non aux suppressions d'effectifs!	10
Uber : exploitation moderne	Grèce : dans l'état de la dette	7	Gare de Paris-Nord : le CE envahi	10
Pas de pot pour les impôts	États-Unis : espérance de vie en baisse	7	Simair - Rochefort	10
Fil rouge	ENTREPRISES		Bibliothèques de Paris	10
Bouclier fiscal : l'impôt saigne le malheureux	PSA - Mulhouse	8	Air France	11
William Saurin : contrôle des comptes	Ceramic Coating - Chatellerault	8	MCSyncro - Chanteloup-les-Vignes	11
	Tilly-Sabco - Guerlesquin	8	Sur le blog de Nathalie Arthaud	12
			Sur Twitter	12
			Réunions publiques	12

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Valls en campagne : rock acrobatique



Manuel Valls multiplie les déclarations pour tenter de se démarquer du bilan de Hollande, et donc de son propre bilan.

Ainsi, jeudi 15 décembre, il n'a pas hésité à clamer son opposition à l'article 49.3 de la Constitution, qui permet d'adopter un texte de loi sans débat à l'Assemblée nationale. Il n'a pas eu peur du ridicule en annonçant qu'il était prêt à le supprimer de la Constitution, lui qui l'avait utilisé à six reprises, pour imposer les lois Macron et la loi travail.

Il a pris ses distances avec le crédit d'impôt compétitivité et emploi, voté sous Ayrault et maintenu quand il était Premier ministre. Sur la déchéance de la nationalité, il fait porter le chapeau à Hollande : « C'est le président qui l'a présentée devant le Congrès le 16 novembre 2015. »

Quelques jours auparavant, dans *Le Parisien*, il avait proclamé que sa candidature à la primaire du Parti socialiste était ni plus ni moins qu'« une révolte ». Dans quelques semaines Valls dira, pourquoi pas, qu'il était le premier opposant à Hollande, comme le font d'ailleurs ses principaux adversaires

à la primaire de la gauche, Montebourg et Hamon, qui ont pour eux d'avoir quitté le navire plus tôt.

En fait, Valls n'innove pas. Tous les politiciens du Parti socialiste briguant les plus hautes responsabilités gouvernementales ont toujours fleuri leur langage de quelques formules destinées à plaire au « peuple de gauche ».

Sans remonter plus loin, Mitterrand au congrès d'Épinay du Parti socialiste en 1971, n'avait-il pas déclaré : « Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, (...) avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent au Parti socialiste. » On connaît la suite. Et puis Hollande et sa déclaration avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2012 : « Mon ennemi, c'est la finance ».

Pour Valls, Premier ministre de Hollande durant deux ans et ministre de l'Intérieur sous Ayrault, les délais sont bien courts pour se racheter une virginité.

Boris Savin

Procès Lagarde : une négligence à 400 millions

La Cour de justice de la République (CJR) a déclaré Christine Lagarde coupable de négligence dans l'affaire Tapie... sans la condamner à la moindre peine. Lagarde a pu reprendre ses occupations à la tête du FMI, où elle veille aux intérêts des grands usuriers de la planète.

Sa négligence ? Une bagatelle... Alors ministre de l'Économie de Sarkozy, elle n'a pas contesté un arbitrage qui accordait 403 millions d'euros sur les deniers publics à Bernard Tapie, pour lui éviter un procès hasardeux. Selon le verdict, cette « négligence a rendue inéluctable l'appropriation par les époux Tapie de 45 millions d'euros », malgré l'annulation pour fraude de cet arbitrage. Alors, pourquoi la coupable n'a-t-elle pas été sanctionnée ? C'est le miracle de la CJR.

Déjà, dans les tribunaux ordinaires, un riche fraudeur du fisc muni de

bons avocats est parfois condamné moins sévèrement qu'un pauvre ayant volé un steak pour se nourrir. Avec la CJR, une cour spéciale pour juger les ministres en exercice, dans laquelle siègent trois magistrats et douze parlementaires, les verdicts sont encore plus... étonnants. En 1999, dans l'affaire du sang contaminé, malgré toutes les victimes, cette cour avait blanchi les ex-ministres Laurent Fabius et Georgina Dufoix. Le secrétaire d'État à la Santé, Edmond Hervé, déjà avait été déclaré coupable sans être sanctionné.

Dans l'affaire Lagarde, le procureur général lui-même – ce personnage qui intervient dans les tribunaux « au nom de la société » et réclame d'habitude des années de prison – avait retenu chez la ministre « des erreurs d'appréciation » mais « aucune infraction ». Le ton était donné avant même le verdict.

Un tel verdict ne fait que refléter le fonctionnement ordinaire d'un appareil d'État au sein duquel les affairistes petits ou grands ont des relations à tous les étages. Quand ils n'occupent pas eux-mêmes des fonctions officielles, comme le grand artisan de cet arbitrage, Stéphane Richard, alors chef de cabinet de Lagarde et aujourd'hui PDG d'Orange.

Xavier Lachau

Mélenchon aux Antilles : l'empire (français) contre-attaque

En voyage aux Antilles, Mélenchon s'est adressé aux électeurs d'outremer au nom de la « patrie commune ». La patrie dont parle Mélenchon, celle de la bourgeoisie française, est forte de onze millions de kilomètres carrés de domaine maritime. Elle le doit à des siècles de piraterie, de pillage, de massacres de populations autochtones, des Antilles françaises à La Réunion, de la Nouvelle-Calédonie à l'île de Clipperton, aux Kerguelen... Cet empire, ou plutôt les restes de cet empire, Mélenchon ne le conteste pas. Au contraire, il veut le mettre mieux en valeur, en faire mieux profiter les entreprises françaises. Et Mélenchon a un programme pour cela, qu'il est précisément allé exposer aux Antilles.

Mélenchon a dénoncé le

fait que 95 % des poulets sont importés et il a parlé de la dépendance énergétique des Antilles. Mais, pour le poulet comme pour une grande partie de la nourriture, la situation résulte du monopole exercé sur le grand commerce par les familles bourgeoises, descendantes des propriétaires d'esclaves. Ces mêmes familles détiennent également les sociétés importatrices de carburant. Ce monopole a survécu à toutes les réorganisations administratives, à tous les changements politiques. L'administration française coloniale, puis départementale, ne le combat pas, elle l'organise. Les politiciens locaux ne s'y opposent pas, ils le gèrent.

Cet état de fait n'a été contesté sérieusement que par les travailleurs antillais eux-mêmes, dans la rue et par les moyens de

la lutte de classe, comme lors de la grève générale de 2009. Mais pas plus aux Antilles qu'en métropole Mélenchon ne s'adresse aux travailleurs. Là-bas comme ici, il noie les différences de classe, les intérêts opposés des travailleurs et des capitalistes, dans des appels aux citoyens et aux patriotes. Mais à quels citoyens et à quels patriotes s'adresse-t-il dans l'ex-empire français ? Aux descendants des esclaves ou à ceux des négriers ? Aux organisateurs de la « pwofitasyon » ou à ceux qui la subissent ?

Quand on efface la différence entre les maîtres et les esclaves, entre les exploités et les opprimés, c'est toujours pour finir par prendre le parti des maîtres.

Paul Galois

Lisez la revue *Lutte de classe*

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 180 (décembre - janvier)

- Élection présidentielle: en dehors du cirque politicien, une candidate communiste révolutionnaire
- Élection présidentielle aux États-Unis: la classe ouvrière n'avait pas la parole
- Le 46^e congrès de Lutte ouvrière - Textes et discussions
- Le monde capitaliste en crise
- Les élections présidentielle et législatives de 2017
- Interventions des groupes invités (extraits)
- Discussion (extraits)
- En conclusion

Prix: 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Cercle Léon Trotsky

Soixante ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme

Vendredi 27 janvier 2017 à 20 h 30

Docks de Paris Eurosites, avenue des Magasins-Général, Bâtiment 282
Métro: Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais 3 euros

Lycée Blanqui de Saint-Ouen : des jeunes à la rue

Au lycée Blanqui de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, des professeurs ont découvert, il y a plus d'un mois, qu'une lycéenne de terminale dormait dans des abribus avec sa mère et sa plus jeune sœur. Lycéens et professeurs se sont mobilisés pour les aider en organisant une collecte et en frappant aux portes des collectivités locales.

Trouver ne serait-ce qu'un abri pour une nuit est un parcours du combattant. Le 115 tout comme diverses associations s'occupant du logement d'urgence sont débordés, tant les personnes à la recherche d'un toit sont nombreuses. Quatre autres lycéens se sont révélés être dans le même cas, deux d'entre eux ayant un hébergement, mais seulement au 115, et ce depuis des semaines.

La mobilisation et sa médiatisation ont fini par faire sortir la préfecture de son silence. Elle s'est engagée à trouver des solutions rapides. Mais encore faut-il que ces paroles se transforment en actes. Et les professeurs veulent pour cela maintenir la pression.

Chaque année, dans les

lycées du département, il se trouve des jeunes contraints de dormir dehors, ou aux urgences des hôpitaux, ce que conseille le 115 quand il n'y a pas de places, ou encore dans une voiture. Ces jeunes viennent de familles sans revenus car sans papiers, ou de familles expulsées de leur logement.

Une enquête évaluée à 30 000 dans le pays le nombre d'enfants qui passent leurs nuits dehors. En région parisienne, le Samu social a pris en charge 11 630 mineurs, soit 1 200 jeunes de plus que pendant l'année 2015. Qu'au 21^e siècle on en arrive à de telles situations montre combien il est urgent de changer cette société.

Correspondant LO

France : terre d'exclusion

Depuis que la police a démantelé les campements près de la place Stalingrad, chaque nuit, des rondes de police empêchent les réfugiés de s'installer à Paris. Ces derniers ont trouvé refuge à La Plaine-Saint-Denis, juste à côté du centre humanitaire pour migrants ouvert porte de La Chapelle.

Ce centre refuse du monde chaque jour. Environ 700 réfugiés ont planté leurs tentes à côté de familles expulsées en août dernier de leur immeuble du 168, avenue du Président-Wilson.

La préfecture de Seine-Saint-Denis n'y est pas allée par quatre chemins : vendredi 16 décembre elle a envoyé la police détruire les deux campements, cassant les tentes et les abris de fortune. Sur les 700 réfugiés, seuls 300 ont été conduits dans des centres d'hébergement d'urgence. Ils seront ensuite dirigés vers des centres d'accueil et d'orientation. Nombreux sont ceux qui craignent d'être de nouveau refoulés.

Quant aux habitants du 168, avenue du Président-Wilson, également sans papiers, ils se sont de nouveau retrouvés sans solution et surtout privés de leurs abris sommaires. Depuis le

25 août, date de leur expulsion, ils n'ont même pas pu récupérer leurs affaires. Ils ont été expulsés sans ménagement d'un immeuble que certains squattaient depuis près de dix ans. Des familles avec enfants, des femmes enceintes ont été mises à la rue sans qu'aucune enquête sociale n'ait été réalisée. Pire, la préfecture s'ingénie à mentir aux médias, prétendant qu'elle a proposé des solutions aux résidents. C'est faux, il leur a été proposé hypocritement d'appeler le 115, qui est saturé. Les habitants se sont retournés à plusieurs reprises vers la mairie de Saint-Denis. Mais cette dernière n'a pour l'instant proposé aucune solution.

Alors que le froid est déjà là, laisser des familles entières à la rue est proprement indigne et juge cette société.

Aline Urbain

Le FN en campagne : la chasse aux enfants

Le 8 décembre, Marine Le Pen a prôné la fin de la scolarisation des enfants d'immigrés sans papiers. Elle a même proposé d'exiger, pour les immigrés en situation régulière qui ne travailleraient pas, une contribution financière pour avoir le droit d'envoyer leurs enfants à l'école.

Dans la même veine démagogique et xénophobe, en voyage en Guyane, elle a insinué que les écoles sont bourrées d'enfants étrangers et en a profité pour attaquer les allocations familiales versées à leurs familles. Elle propose également « l'arrêt du droit du sol, de la régularisation des clandestins, de la naturalisation, de l'aide médicale d'État, de la scolarisation gratuite ».

Auparavant, elle avait accumulé les mensonges, plus gros les uns que les autres, déclarant que la population immigrée ne travaille pas, que ceux qui ont plus de 65 ans touchent le minimum vieillesse sans avoir jamais travaillé, ni cotisé. Autant de contre-vérités qui visent à diviser les travailleurs en fonction de leurs origines, en s'appuyant sur les préjugés les plus imbéciles.

Le Pen prétend s'adresser « aux plus humbles, aux plus modestes, aux plus pauvres », mais c'est pour les dresser contre d'autres travailleurs, contre d'autres pauvres. De cette façon, elle ne tape que sur les travailleurs étrangers et se garde soigneusement de désigner le vrai responsable

de l'appauvrissement des classes populaires : le patronat qui ferme les entreprises, précarise et supprime les emplois.

« Nous n'avons plus les moyens de faire cela » [la gratuité scolaire pour les étrangers], assène Le Pen.



Mais elle se garde bien de dénoncer le détournement de richesses qui réduit les moyens consacrés à l'éducation et à la santé, organisé par les gouvernements de droite comme de gauche au profit des entreprises et de leurs actionnaires. Cette bourgeoise millionnaire cherche à exploiter le mécontentement d'une partie des classes populaires

pour parvenir au pouvoir et, à son tour, servir les intérêts de sa classe, celle des privilégiés.

La ministre PS de l'Éducation nationale avait réagi aux insanités de Le Pen en déclarant dans un communiqué : « C'est l'honneur de la République française de garantir aux enfants, à tous les enfants, le droit à l'éducation, c'est-à-dire le droit à un avenir. » Mais l'avenir que toute l'action de son gouvernement contribue

à offrir aux enfants des classes populaires et à leurs parents, c'est le chômage, l'exploitation et la pauvreté. Voilà pourquoi on ne peut combattre sérieusement le FN qu'en s'opposant en même temps aux mensonges du PS et, au-delà, à l'ensemble de sa politique propatronale.

Antoine Ferrer

Paris 20^e : la maire contre une association

Solidarité PLD, une association du 20^e arrondissement de Paris, a été créée en 2008 par des mères du quartier de la Tour du Pin, porte de Montreuil, pour combler le vide de structures en direction des jeunes.

Elles ont mis en place du soutien scolaire, des cours de français pour adultes, des activités de loisirs créatifs, des sorties sportives et culturelles, avec des moments de rencontres entre les habitants. Tout le monde sait que ces associations de quartier, en particulier celles animées par des mères de famille, sont

bien plus efficaces contre la délinquance que le renforcement des contrôles de police, qui ne font que tendre le climat.

Le bilan est positif : les relations de voisinage se sont améliorées, plusieurs jeunes se sont mobilisés, ont obtenu le Bafa et participent à l'animation. Ils sont soutenus dans leurs recherches de stages professionnels.

Aujourd'hui, ces actions sont menacées. Suite à un incident extérieur à l'association, celle-ci est mise en cause, les animatrices sont même accusées de participer au trafic qui sévit

dans le quartier. En fait, la maire veut récupérer le local qui appartient à la Rivp (ville de Paris) et, en tant que présidente de la Rivp, elle se croit tout permis. Lors du dernier conseil de quartier, la maire a vomi tout son mépris pour cette association, sans laisser le droit de réponse aux mères mises en cause.

Dans un premier temps, l'association a choisi de mobiliser et d'appeler au soutien. Les associations du voisinage sont solidaires, ainsi que Droit au logement.

Correspondant LO

Smic : 7 centimes pour les fêtes

Les experts l'avaient conseillé, Hollande et Cazeneuve l'ont fait : au 1^{er} janvier l'augmentation annuelle du smic restera limitée à la hausse légale.

Calée sur une augmentation abstraite des prix, calculée selon une formule qui ne reprend en rien ce que chacun constate dans la vie quotidienne, en particulier en payant son loyer, ses assurances, ses fruits et légumes, la hausse du smic sera de 0,93 %, soit 7 centimes de l'heure ou 10 euros de plus par mois si l'on est à temps complet.

Or, sur les 1 700 000 salariés payés au smic selon les statistiques du ministère du Travail, pour la majorité des femmes, un quart sont à temps partiel. Autant dire que, pour eux, la fin du mois arrive de plus en plus tôt ! Un coup de pouce aurait été trop risqué pour l'économie française, d'après les experts, il aurait pu la déstabiliser, et peut-être même aurait-il constitué un frein

à l'embauche. D'ailleurs, chacun a pu constater que, pendant le quinquennat où Hollande n'a donné de coup de pouce au smic qu'une seule fois en tout et pour tout, et ce juste après son accession à la présidence, les patrons ont largement embauché !

Ce mépris pour les travailleurs, mal dissimulé sous des raisonnements mensongers, éclate d'autant plus quand on compare cette hausse à celle des dividendes des entreprises du Cac40. Le quotidien

économique *Les Échos* signalait en août dernier que ceux-ci avaient augmenté de 11,2 %, faisant de la France le second paradis européen pour les grands bourgeois, après les Pays-Bas : au deuxième trimestre 2016, les gros actionnaires ont touché plus de 35 milliards d'euros de dividendes.

Ces sept centimes de l'heure en plus ne vont rien changer à la galère des travailleurs mal payés. Quant aux patrons exonérés de cotisations Urssaf jusqu'à 1,6 smic, ils continueront

d'embaucher au compte-gouttes et de supprimer des emplois quand ça les arrangera. La seule mesure vraiment efficace serait de commencer par rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis des années, en augmentant tous les salaires de plusieurs centaines d'euros, puis de les indexer automatiquement sur la hausse des prix.

Et cela, seules de puissantes mobilisations de la classe ouvrière pourront l'exiger.

Viviane Lafont

Uber : exploitation moderne

Uber avait lancé sa plateforme de réservation de voitures avec chauffeur, avec l'autorisation du gouvernement et la bénédiction du ministre Macron, promettant monts et merveilles aux chauffeurs.

Aujourd'hui, ces derniers constatent qu'ils ont été grugés. Uber fixant les tarifs des courses et ayant fait passer sa commission de 20 à 25 %, les chauffeurs ne perçoivent plus que 4 euros de l'heure. Ils travaillent avec leur véhicule, sont réputés être leur propre patron et comme tels doivent s'assurer, cotiser aux caisses sociales, etc. De plus, Uber demande aux clients d'espionner et de noter les chauffeurs, se réservant le droit de les déconnecter. Si les chauffeurs étaient salariés, ce serait un licenciement. Là c'est simplement un clic.

Des dizaines de chauffeurs se sont rebellés, ont

bloqué les accès à l'aéroport de Roissy, provoqué des bouchons, etc. Le gouvernement a fini par intervenir et a demandé à Uber de bien vouloir discuter des tarifs, de la déconnexion, de la protection et des charges sociales avec les organisations de chauffeurs. Des négociations, selon le terme consacré, ont donc débuté.

Malgré tous les discours sur l'uberisation de la société, les nouvelles formes de travail, les miracles de l'informatique, Uber fait ce que tous les capitalistes ont toujours fait : exploiter les travailleurs. Le gouvernement joue également une partition classique :

défendre les puissants avec de douces paroles quand c'est suffisant, avec des matraques si besoin est.

Les chauffeurs quant à eux croyaient pouvoir être à leur compte et vivre de leur travail individuel. Ils sont en train de se rendre compte que, salariés ou pas, en tant que travailleurs, seule la lutte compte.

Paul Galois



Pas de pot pour les impôts

La baisse d'impôts, prévue dans le projet de loi de finances pour le mois d'août, se produira comme par hasard dès le mois de janvier, juste avant l'élection présidentielle.

Elle sera de l'ordre de 20 % et concernera ceux que le gouvernement

appelle les classes moyennes, par exemple un célibataire dont le salaire mensuel est inférieur à 1 700 euros net ou un couple avec deux enfants qui touche moins de 4 110 euros chaque mois.

Tant mieux pour ceux

qui en bénéficieront. Mais les plus pauvres, eux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, n'auront droit à rien. Quant aux plus riches, merci pour eux : tout va bien, ils ont déjà été gavés d'avantages fiscaux et d'aides diverses.

B.I.

Fil rouge

culturelles chrétiennes. Aussi, s'il propose de faire lui-même le chemin de croix pour Pâques, on veut bien lui fournir les clous.

Cinq étoiles pour les rats marseillais !

« En ville, le rat bénéficie de complicités humaines. » : à en croire le maire Les Républicains des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille, les rongeurs seraient soutenus par les Marseillais eux-mêmes. « Pour les rats, Marseille est un restaurant 5 étoiles ! », renchérit la mairie. En cause, l'incivilité des Marseillais, qui jetteraient les poubelles en dehors des rares containers, toujours pleins.

Mais qu'est-ce qui empêche tous ces édiles marseillais, dont ce maire des 6^e-8^e, d'embaucher suffisamment de personnel pour

vider les containers et nettoyer correctement la ville ? La rat... dinerie.

Promotion d'un curé

Le nouveau président de l'université de Strasbourg a été élu par le conseil d'administration. Il s'agit de Michel Deneken, professeur de théologie catholique et également prêtre du diocèse de Strasbourg. Juridiquement, avec le Concordat valable en Alsace-Moselle, cela ne pose pas de problème.

Parmi les publications de cet homme on trouve par exemple : *Pourquoi prêcher ? Plaidoyer catholique et protestant pour la prédication*, ou encore *La foi pascale. Rendre compte de la résurrection de Jésus aujourd'hui*. Voilà des idées neuves, ouvertes sur le monde et fondées sur la science.

Avec l'autonomie des universités, qui renforce le rôle du président, cet homme aura un poids important dans le choix des axes de recherche et d'enseignement, et les budgets associés. À l'université comme ailleurs, la société avance... à reculons.

Mariages de nuit à Nantes

Nantes était connue pour son festival Les allumés. Mais voilà que Johanna Rolland, la maire socialiste, annonce une nouvelle offre : les mariages de nuit.

Mais ça ne suffit pas d'annoncer, il faut encore des officiers d'état civil volontaires. Ils laissent supposer, par la prise de position de la CGT, qu'à ces heures-là ils ont autre chose à faire !



Le bœuf et l'âne sont bien gardés.

Wauquiez, le « ravi de la crèche »

En faisant installer une crèche dans le hall du siège du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, Wauquiez a trouvé un moyen pour déclencher une polémique et faire parler de lui.

Il prétend que ce n'est pas de la religion, mais de la culture. Il est surtout hypocrite, car c'est une récidive de sa part pour draguer l'électorat catholique.

Fin novembre, il est allé rendre visite au pape en compagnie du maire PS de Lyon, Gérard Colomb, et de quelque 260 élus locaux.

Wauquiez veut aussi se rabibocher avec la France des messes dominicales, chère à Fillon, qui a sèchement éliminé Sarkozy, son mentor. Au passage, il fait quelques risettes à l'extrême droite et ses lourdes « racines chrétiennes de la France ». Mais il y a aussi beaucoup d'autres fêtes

Après l'attentat de Berlin : les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser

Lundi 19 décembre, un camion a foncé dans un marché de Noël à Berlin. Mercredi matin, le bilan de cet acte criminel était de 12 morts et 48 blessés, dont 14 dans un état très grave. Quoique le meurtrier n'ait pas encore été retrouvé, le mode opératoire, copié sur l'attentat de Nice, et la revendication par Daech laissent peu de place au doute.

Il s'agit d'un attentat terroriste, à l'image de ceux de Paris et de Nice mais aussi de ceux commis presque quotidiennement dans les villes, les marchés, les écoles des pays en guerre, de l'Afghanistan à la Syrie, à Alep comme à Mossoul, par Daech, par l'armée syrienne, par les avions russe, américaine, française...

De même que les bombardements occidentaux nourrissent les vocations terroristes, l'attentat de Berlin a suscité un déferlement de propagande réactionnaire. Avant même que l'on sache qui est le tueur, l'extrême droite et la droite allemandes ont accusé les migrants.

En France, le FN, la droite et jusqu'au député PS Malek Boutih ont également amalgamé terrorisme et migrants. Comme si les millions de familles qui fuient les bombes, la peur, la faim n'étaient pas les premières victimes du terrorisme des grandes puissances et des bandes comme Daech.

Trump, tout juste élu président des États-Unis, en a profité pour prêcher la guerre de religion, évoquant une chrétienté menacée par l'islamisme et se posant en rempart.

Curieux rempart contre la terreur que le président d'un pays qui représente la moitié du budget mondial d'armements et met depuis un siècle la planète en coupe réglée. C'est précisément pour perpétuer l'exploitation des travailleurs sur la planète entière, le

vol organisé à son profit des richesses produites par toute l'humanité que le système capitaliste utilise la violence.

Alors la frontière ne passe pas entre les différentes origines, ethnies ou nationalités des travailleurs, entre les différentes

● Allemagne : exploitation politicienne

● En Allemagne, le ton des politiques est généralement prudent, et c'est le lendemain seulement que des responsables ont confirmé qu'il s'agissait bien d'un attentat.

Cependant le parti d'extrême droite AfD, la CSU, « parti frère » bavarois de la CDU de la chancelière Angela Merkel, ainsi que des hommes politiques de son parti CDU n'ont pas attendu une minute pour vociférer contre la politique d'accueil des migrants de la chancelière, la rendant responsable de l'attentat, cela alors qu'on ne savait rien encore de ces motifs et circonstances. Le jeune réfugié pakistanais, arrêté comme un auteur possible de l'attaque, a été libéré dès le lendemain.

L'AfD a joué la provocation, osant le slogan « ces morts sont ceux de Merkel ». La CSU, qui se droitise encore depuis les succès électoraux

de l'AfD et réclame depuis des mois un quota annuel de réfugiés pour l'Allemagne (200 000 par an), n'a pas attendu que le sang des victimes ait séché pour déclarer par la bouche de son dirigeant Seehofer : « Ce que nous devons aux victimes de l'attentat, à leurs proches et à l'ensemble de la population, c'est de reconsidérer l'ensemble de notre politique sécuritaire et d'immigration (...) ».

Ils savent que rendre responsable de ce drame la présence des réfugiés est un mensonge : la France et la Belgique, qui n'ont guère accueilli de réfugiés depuis 2015, ont connu des attentats terroristes, perpétrés non



religions, traditions, croyances ou incroyances. Elle ne passe pas plus entre les exploités et ceux qui le sont plus encore, entre les opprimés qui ont un toit et ceux qui n'en ont plus.

Pour les travailleurs, les seuls étrangers sont leurs exploités et ceux qui les servent, de Trump à Daech en passant par Hollande, Fillon et Le Pen.

Paul Galois

par des réfugiés, mais par des hommes généralement nés sur place et y ayant passé toute leur vie.

Qu'à cela ne tienne. Des groupuscules nationalistes et d'extrême droite ont appelé à manifester à Berlin mercredi 21 avec des slogans tels que « Stoppez le terrorisme ! Stoppez Merkel ! » La CSU aussi en profite pour avancer ses revendications sécuritaires, exigeant plus de présence policière et que l'armée puisse être employée pour la sécurité intérieure, alors qu'il n'est pas possible pour l'instant de voir patrouiller en Allemagne des militaires en armes. Déjà ils semblent avoir obtenu que des policiers lourdement armés soient présents dans les centres-villes et sur les marchés de Noël.

La prise de position de Merkel, lorsque le jeune

Pakistanaï était encore le principal suspect, est révélatrice : « Je sais que pour nous tous, s'il se confirmait qu'un homme qui a demandé protection et asile en Allemagne avait commis cet acte, ce serait particulièrement difficile à supporter. Ce serait particulièrement répugnant vis-à-vis des nombreux, des très nombreux Allemands qui quotidiennement sont engagés dans l'aide aux réfugiés, et aussi vis-à-vis des nombreuses personnes qui ont effectivement besoin de notre protection et qui s'efforcent de s'intégrer dans notre pays. »

Le danger est que les centaines de milliers de personnes, qui ont fui la guerre, la dictature et justement les bandes armées, soient maintenant assimilées à ce qu'elles ont fui.

Alice Morgen

Turquie : la répression en marche

Lundi 19 décembre, l'ambassadeur russe à Ankara a été assassiné, à la veille d'un sommet entre la Russie, la Turquie et l'Iran à propos de la Syrie. Un jeune policier des forces spéciales a tiré sur lui, criant en turc : « Allah Akbar ! N'oubliez pas Alep ! » Il a ajouté, en arabe cette fois : « Nous sommes ceux qui avons juré fidélité au prophète et au djihad », avant d'être abattu à son tour par la police.

Comme lors des attentats précédents, le gouvernement a aussitôt interdit toute information sur le sujet, craignant d'être gêné par les déclarations du kamikaze. En effet, selon certains médias, le policier assassin aurait agi au nom du front al-Nosra, scission d'al-Qaïda que la Turquie avait soutenue et armée à partir de 2011

et qui, comme les autres groupes djihadistes, a subi les attaques de la Russie et s'oppose au rapprochement entre le gouvernement turc et celle-ci.

Le gouvernement turc, après s'être profondément impliqué dans la guerre civile syrienne, cherche en effet à en sortir en renouant avec la Russie, l'Iran

et même le régime d'Assad, qu'il aurait voulu abattre et qui semble maintenant sauvé. L'attentat du 19 décembre montre qu'Erdogan ne s'en sortira pas si facilement car, au sein même de ses services, certains pourraient s'opposer violemment à cette orientation, contraire à tout ce que le gouvernement leur a fait faire jusqu'à présent. Et surtout, cet attentat vient s'ajouter à d'autres, eux aussi la rançon de la politique d'Erdogan.

Le 10 décembre un attentat suicide avait lieu au stade d'Istanbul. Le 17, un nouvel attentat meurtrier s'est produit à Kayseri, en Anatolie centrale, où une

camionnette bourrée d'explosifs a fait sauter un bus transportant des soldats en permission. 14 d'entre eux ont été tués et 55 autres blessés. L'attentat a été attribué à la branche radicale des nationalistes kurdes, qui pensent répondre ainsi aux attaques de l'armée, mais qui ne font qu'entraîner des réactions de plus en plus dures du gouvernement turc.

Ainsi, au lendemain de l'attentat de Kayseri, plus de 800 arrestations ont eu lieu dans les milieux nationalistes kurdes. Des locaux du HDP, le parti légal partisan de l'autonomie kurde, ont été attaqués, voire incendiés. Les attaques ont pris une

telle ampleur que le HDP a décidé d'évacuer tous ses locaux dans le pays.

Le gouvernement Erdogan continue à faire régner la peur dans le pays en poursuivant les arrestations quotidiennes, dans les milieux nationalistes kurdes et au-delà, toujours à la recherche des partisans de l'imam Fethullah Gülen accusé d'avoir fomenté la tentative de coup d'État militaire du 15 juillet. Mais la politique d'Erdogan a créé une situation telle qu'il a toutes les raisons de craindre une seconde tentative contre lui. Rien ne dit que la répression tous azimuts le sauvera.

Julien Silva

Alep: le bal des hypocrites

Lundi 19 décembre, les dirigeants des grandes puissances se sont félicités à tour de rôle du vote par le Conseil de sécurité, à l'unanimité, d'une résolution visant à déployer à Alep des observateurs de l'ONU et d'autres organisations, censés superviser les évacuations des civils d'Alep-Est et garantir leur sécurité. 14 000 personnes auraient quitté Alep-Est.

Il resterait encore 7000 habitants coincés dans ce secteur. Les immeubles complètement détruits, presque rasés pour certains, laissent imaginer la violence des bombardements opérés depuis des mois par l'armée syrienne de Bachar al-Assad soutenue par la Russie. Le désastre humanitaire dont ces derniers sont responsables, les dirigeants des grandes puissances n'ont pas de mots assez durs pour le dénoncer. Au même moment, elles mènent cependant une guerre tout aussi féroce dans d'autres parties de la Syrie et en Irak, et en particulier à Mossoul. Mais surtout, des États-Unis à la France, tous ont une responsabilité écrasante dans la guerre qui déchire la Syrie depuis 2011 et qui a fait plus de 450 000 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Pour permettre à leurs capitalistes de piller ses richesses, les dirigeants occidentaux allument en effet des incendies au Moyen-Orient depuis bien longtemps. Déjà en 1916, les impérialismes britannique et français se partageaient la dépouille de l'Empire ottoman, donnant naissance à une série d'États comme la Syrie, la Jordanie, le Liban ou l'Irak, suivant des frontières artificielles divisant le Moyen-Orient, en ignorant les intérêts et les aspirations des populations. Des

décennies plus tard, avec la première guerre du Golfe de 1991 et celle de 2003 contre l'Irak de Saddam Hussein, l'impérialisme a encore entraîné la déstabilisation de toute cette région, de l'Irak à la Syrie, ouvrant la voie au développement de milices de diverses obédiences, dont Daech.

Pour mesurer l'hypocrisie et le cynisme des déclarations actuelles des dirigeants impérialistes, il faut rappeler que, durant quarante ans, ceux-ci s'étaient tout à fait accommodés du régime d'al-Assad père puis fils. Si ce régime leur posait un problème, cela ne tenait pas à son caractère dictatorial, mais plutôt à l'indépendance que la dictature syrienne affichait à leur égard. Mais le régime avait su montrer qu'il pouvait être utile à l'impérialisme, notamment en intervenant au Liban à partir de 1976 pour rétablir l'ordre social, menacé par la mobilisation conjointe des Palestiniens et des masses pauvres du Liban. Assad montra encore son utilité en s'engageant du côté des États-Unis lors de la guerre du Golfe. Et ce même Assad fut reçu en grande pompe par Sarkozy en 2008. Les dirigeants américains, français ou anglais ont toujours été convaincus que, tout compte fait, il était un partenaire utile pour le maintien du statu quo entre les différents États du Moyen-Orient.

Lors des printemps arabes en 2011, le régime d'al-Assad fut contesté, mais le mouvement n'aboutit pas à sa chute. Il se transforma en une guerre entre bandes armées, celle du régime syrien, l'armée officielle, celles de bandes de brigands armés, et celles de groupes islamistes soutenus par différentes puissances régionales, de l'Iran à l'Arabie saoudite et à la Turquie. Et dans un premier temps la politique des États-Unis fut de laisser agir ces dernières au travers de ces milices dites rebelles, comme celle d'al-Nosra liée à al-Qaïda et rebaptisée aujourd'hui Fatah al-Cham, afin d'affaiblir le régime d'al-Assad.

Mais, celui-ci se révélant plus solide que prévu, les dirigeants impérialistes envisagèrent finalement de faire avec, sans toutefois l'admettre ouvertement. L'intervention militaire de la Russie en Syrie, commencée à l'automne 2015, vint finalement les tirer d'affaire en leur permettant de laisser à la Russie le soin de tenter de rétablir l'autorité de ce régime. Comme l'a déclaré un représentant de la diplomatie française à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU du 19 décembre: «*Nous espérons maintenant que Poutine amène le régime à la table des négociations.*»

Les grandes puissances veulent avant tout préserver un statu quo régional qui leur permette de continuer à piller les ressources naturelles de la région. Le sort des peuples, d'Alep ou d'ailleurs, est le cadet de leurs soucis.

Aline Rétesse

Grèce: dans l'étau de la dette

Le 14 décembre, l'Eurogroupe, regroupant les ministres des Finances européens, a décidé d'annuler les quelques mesures censées alléger la dette grecque proposées dix jours plus tôt.

Cela sanctionnait la décision du Premier ministre Tsipras de donner une prime de Noël aux retraités les plus démunis et de ne pas augmenter la TVA dans les îles, qui hébergent des milliers de réfugiés, et cela sans consulter ses créanciers, la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) et le Mécanisme européen de stabilité (MES).

Les ministres, porte-parole de leurs banquiers, ont mis la Grèce sous tutelle: la population doit payer et le gouvernement doit demander la permission pour toute mesure économique qui ne profite pas directement aux créanciers. Rien ne doit changer. Même les mesures d'allègement promises le 5 décembre étaient dérisoires: un allongement de quatre ans de la période de remboursement pour certains emprunts et le droit de ne pas appliquer à une partie des dettes la hausse de 2% des taux d'intérêt prévue pour 2017!

Tsipras, de son côté, essaie sans doute de relever sa cote, qui est au plus bas dans la population. Mais partager 600 millions d'euros entre 1,6 million de retraités ne changera rien à leur sort. Ils ont perdu au moins 40% de leur retraite à cause des plans d'austérité imposés, entre autres, par le gouvernement de Tsipras.

La situation des travailleurs grecs continue à se détériorer, malgré les discours du gouvernement sur la décrue du chômage. Celui-ci aurait baissé de presque

2%, atteignant tout de même plus de 23% au deuxième trimestre 2016. Mais il s'agit de chiffres officiels, qui oublient les chômeurs qui ne vont plus pointer et qui ne tiennent pas compte non plus des centaines de milliers de jeunes qui ont dû partir travailler à l'étranger.

La réalité, c'est le fait que plus de 230 000 enfants et jeunes de moins de 18 ans vivent dans des familles dont aucun membre ne travaille, où on se restreint sur la nourriture. C'est celle d'autres familles où on ne survit qu'avec les pensions de parents retraités. C'est la disparition de 370 000 emplois depuis 2011 dans la fonction publique et la détérioration des services à la population. C'est le nombre croissant de travailleurs expulsés de leur logement pour n'avoir pas payé leurs dettes.

La mise en œuvre par Tsipras du plan d'austérité d'août 2015 n'est d'ailleurs pas terminée. En particulier, les privatisations et la réforme du droit du travail vont être surveillées de très près par les créanciers. Qu'il s'agisse de hausses d'impôts, d'économies dans la fonction publique, de réformes du système de retraites, de privatisation et de démantèlement du droit du travail, il s'agit d'autant d'attaques contre la population.

La rapacité des créanciers de la Grèce est sans fin, mais Tsipras n'a rien d'autre à proposer à la population que d'accepter, en attendant une sortie du tunnel à laquelle personne ne croit.

Sylvie Maréchal

États-Unis: espérance de vie en baisse

En 2015, l'espérance de vie des Américains a reculé. Certes, il s'agit d'un recul mineur: de 0,1 an, la faisant passer à 78,8 ans. Mais, dans les pays riches, l'espérance de vie augmente, et de tels reculs, hors périodes de guerre ou d'épidémies majeures, sont rares. Le dernier recul aux États-Unis remontait ainsi à 1993, alors que l'épidémie de Sida et celle de la grippe avaient frappé durement.

Les États-Unis sont

devancés par une quarantaine de pays où l'espérance de vie est supérieure. Y compris des pays bien plus pauvres, comme Cuba. Le revenu par habitant y est pourtant cinq à six fois inférieur. Mais la médecine y est publique, alors qu'aux États-Unis c'est surtout le secteur privé qui a la main, tandis que toute une partie de la population s'est appauvrie ces dernières années.

M.B.



Évacuation d'Alep.

PSA – Mulhouse : plus de voitures avec moins d'ouvriers

Depuis un an et demi, la production des trois véhicules (Peugeot 2008, Citroën C4 et DS4) ne se fait plus que sur une seule ligne de montage. La deuxième ligne, en cours de reconstruction, redémarrera l'an prochain avec un nouveau modèle, tandis que l'actuelle sera définitivement arrêtée quelques mois plus tard.

Mais qui dit une seule ligne de montage ne dit pas moins de production, au contraire. Cette année, plus de 270 000 voitures auront été fabriquées : c'est 25 000 de plus qu'en 2014 (l'équivalent d'un mois de production supplémentaire), quand l'usine tournait avec deux lignes de montage. Et cela, sur fond permanent de suppressions d'emplois : en l'espace de trois ans, 1 700 emplois en CDI ont été liquidés à Mulhouse.

Cette augmentation de la production s'explique en grande partie par le rajout d'une équipe de week-end durant le premier semestre, composée à 90 % d'intérimaires, avec deux

jours de douze heures de travail. Mais elle s'explique également par l'augmentation de la cadence à 54 voitures/heure, par un nombre important de samedis travaillés, et par des rallongements de la journée de travail (appelés overtime), de dix à vingt minutes, dès que la direction estime que la production quotidienne n'a pas été atteinte. Ce qui ne l'a pas empêchée de nous imposer trois jours de chômage du 21 au 23 décembre, pour réduire les stocks avant la fin de l'année, en vue de payer moins d'impôts!

Ce record de production a fait dire à la directrice de l'usine : « On a aimé 2016,

on aimera 2017. » Et dans la foulée, elle a annoncé cinq samedis et deux dimanches soir travaillés en janvier et février. Quant à ce que la direction appelle son plan moyen terme – ses prévisions de production pour les prochaines années – il prévoit dès les prochains mois, sur la nouvelle ligne de montage, une cadence de 58 à 60 voitures par heure.

Face à cette nouvelle hausse de l'exploitation, il reste à souhaiter une hausse plus forte des réactions ouvrières. Au printemps dernier, les débrayages les plus massifs depuis près de trente ans ont eu lieu, pour protester contre la mise en place de nouvelles mesures de compétitivité. C'est cette voie-là qu'il faudra suivre pour être en mesure de se faire respecter et pour ne pas passer tous nos week-ends au travail.

Correspondant LO

Ceramic Coating Center : le compte n'y est pas !



Alors que la direction de Ceramic Coating Center, entreprise située à Châtellerault, qualifie l'année 2016 d'exceptionnelle, elle ne propose que 2 % d'augmentation annuelle ainsi qu'une prime d'habillement de 11 euros par mois.

L'arrogance du patron, disant qu'il n'y avait rien à négocier, a été le déclencheur de la grève, le lundi 12 décembre, de près d'une quarantaine des cinquante travailleurs de cette usine sans syndicat, spécialisée dans le recouvrement céramique de pièces aéronautiques. Ils refusent le principe d'augmentation individuelle (à la tête du client), revendiquent 4 % d'augmentation pour tous par an durant les cinq prochaines années, 45 euros

net mensuels de temps d'habillement, et la rémunération totale des jours de grève.

Sous-traitant de l'industrie aéronautique, Ceramic Coating Center est contrôlé par les puissants groupes français et allemand Safran et MTU Aero Engines, dont les bénéficiaires se chiffraient pour le premier à 862 millions d'euros pendant les six premiers mois 2016, et pour le fabricant allemand à 218 millions en 2015. Alors, de l'argent il

en a pour payer des salaires qui permettent de vivre, au lieu d'engraisser les capitalistes!

Les grévistes ont reçu le soutien d'ouvriers d'entreprises du secteur, comme les Fonderies du Poitou, la Snecma, Mécafi... La grève, qui dure depuis plus d'une semaine, est animée par une vingtaine de travailleurs décidés à réclamer leur dû, dans une situation où les augmentations du gaz, de l'électricité, du coût de la vie en général, sont bien supérieures à la prétendue faible inflation annoncée par le gouvernement.

Correspondant LO

Tilly-Sabco – Guerlesquin : 134 licenciements en guise de Noël

Le 16 décembre 2016, le tribunal de commerce de Brest a décidé de retenir le groupe néerlandais Wegdam pour la reprise de l'abattoir de volailles Tilly-Sabco, à Guerlesquin dans le Finistère.

Depuis juillet 2016, l'entreprise était en redressement judiciaire. L'usine était à l'arrêt depuis plusieurs mois. Le groupe Wegdam n'est intéressé que par la filière saucisses et entend sacrifier l'activité poulet. Il n'entend garder que 61 travailleurs sur 195 : 134 seront licenciés.

Les salariés ont appris la nouvelle de la bouche des représentants syndicaux. Le patron actuel n'a même pas pris la peine de venir s'expliquer à l'usine. Tous sont abasourdis. Certains travaillaient là depuis vingt ou trente ans, souvent en couple. Ils ont fait la fortune des patrons qui se sont succédé à la tête de Tilly-Sabco. L'entreprise a compté jusqu'à 900 salariés en 2000. Les salariés ont chèrement payé chaque changement de propriétaire.

Depuis 2006, ils ont subi trois plans sociaux successifs, avec à chaque fois des centaines de licenciements. En 2014, après des mois de mobilisation des travailleurs de l'agroalimentaire en Bretagne, la chambre de commerce et d'industrie de Morlaix, le groupe britannique MS Foods et un fonds d'investissement

autour d'Olmix ont repris l'entreprise, se posant en sauveteurs de 200 emplois sur 320. Cela n'aura pas duré longtemps. Les partenaires de la CCI ont tous retiré leurs capitaux.

Le Drian, ministre de la Défense et aussi président de la région Bretagne, a tenu à dire que la liquidation partielle de Tilly-Sabco était « un coup dur supplémentaire pour les salariés et les fournisseurs », tout en ajoutant que « les collectivités sont prêtes à déployer des moyens exceptionnels, notamment en formation ». Dans les environs, après la fermeture en 2013 de l'abattoir de porcs Gad de Lampaul-Guimiliau, sur les 793 personnes qui ont suivi un parcours de sécurisation professionnelle, seuls 300 avaient trouvé une solution durable en janvier 2015 et, aujourd'hui encore, beaucoup restent sur le carreau. Une preuve que les moyens évoqués par Le Drian ne sont que du vent. Jamais ni l'État ni la région n'ont imposé aux patrons de prendre sur leurs fortunes de quoi garantir l'emploi.

Correspondant LO

ADPA-Grenoble : le mouvement ne fait que commencer

Les salariées de l'ADPA de Grenoble, association d'aide à domicile des personnes âgées, se sont mises en grève le 15 décembre matin. Elles sont retrouvées à une centaine devant cette association et ont fait entendre leur colère face aux nouvelles attaques de la direction.

Un déficit de 3 millions d'euros et la pression du conseil départemental ont été prétexte à supprimer du temps de déplacement pris en compte entre deux prestations (seulement six minutes désormais, alors que trente minutes sont parfois nécessaires), à baisser les indemnités des dimanches et jours fériés et le montant des astreintes, et à supprimer trois jours de congés pénibilité. Tout cela s'ajoute

à des conditions de travail qui se dégradent continuellement, des amplitudes de travail de huit heures à vingt heures pour un salaire au smic, avec essentiellement des temps partiels, des mesures d'austérité dues à la politique de l'État et relayées par le conseil départemental. En avril 2012, face à de semblables attaques, les salariées avaient pu faire reculer la direction sur l'essentiel.

Au soir du 15 décembre, la direction est revenue sur la suppression des trois jours de congés. Un signe encourageant, mais encore loin du compte. Les salariées sont bien décidées à se revoir à la rentrée pour décider des actions futures.

Correspondant LO

ArcelorMittal Dunkerque : grève pour les salaires

Jeudi 8 décembre, dès que l'augmentation des salaires de 0,2% au 1^{er} juillet 2017 chez ArcelorMittal Atlantique et Lorraine a été connue, les travailleurs des hauts-fourneaux se sont mis en grève, suivis par ceux du Train. Dans d'autres secteurs, les travailleurs ont débrayé dans des mouvements tournants pour gêner la production. Au bout de quelques jours, la perte de production atteignait selon la direction 50 000 tonnes.

Alors, celle-ci a accusé les grévistes de mettre en danger les installations, ce qui était absolument faux. Elle a obtenu de la sous-préfecture un ordre de réquisition des grévistes aux hauts-fourneaux. Son but n'était pas de sécuriser le site, mais de briser la grève, de démoraliser. Elle n'y est

pas parvenue et le mouvement a continué pendant huit jours.

Au final, la reprise s'est faite sur les nouvelles propositions de la direction : 0,4% d'augmentation au 1^{er} janvier avec un talon de 10 euros, 1,1% d'augmentations individuelles, 10 euros en plus sur la prime de pénibilité, 200 euros minimum de prime en janvier s'il y a signature d'organisations syndicales. Ce qui a été obtenu est loin de ce que voulaient les grévistes, mais ce qui est important et ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps, c'est le caractère massif du mouvement et la présence de nombreux jeunes ouvriers parmi les grévistes. Ce sont des gages précieux pour l'avenir.

Correspondant LO

Chaffoteaux Saint-Brieuc : empoisonnés et condamnés

Le jugement rendu le 14 décembre 2016 par le tribunal des prud'hommes de Saint-Brieuc était très attendu, concernant la demande des anciens patrons de Chaffoteaux de faire payer 800 euros à 370 ex-salariés ayant été exposés à l'amiante.

Le tribunal n'a pas suivi les prétentions exorbitantes des avocats patronaux, mais a condamné malgré tout ces travailleurs à verser 11 000 euros, soit 30 euros chacun. C'est le monde à l'envers. Les travailleurs ont été exposés à l'amiante, certains sont malades, d'autres sont décédés, y compris parmi les demandeurs, mais ce sont eux qui sont condamnés. C'est la double peine qu'on leur applique.

En effet ces 370 ex-salariés ont eu le tort de déposer hors délai leur dossier pour faire reconnaître le préjudice d'anxiété. Ce délai de prescription pour faire valoir ses droits, qui était auparavant de trente ans, a été ramené à cinq ans il y a quelques années.

Le groupe Chaffoteaux

avait été condamné à verser des indemnités de plusieurs milliers d'euros, au titre du préjudice d'anxiété pour exposition à l'amiante, à plus de 450 anciens salariés qui avaient saisi la justice avant juin 2014.

Les derniers ont eu le malheur de déposer leur demande après cette date. Ce jugement ne s'est pas prononcé sur le fond mais, en condamnant les ex-salariés, il laisse un goût amer à de nombreux salariés, car il donne raison aux patrons.

L'exposition à l'amiante reste pourtant en France un des plus grands scandales sanitaires, qui fait des centaines de victimes chaque année. On attend toujours la condamnation d'un patron sur cette question.

Correspondant LO

Ikea - Thiais : manifestation remarquable

Plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel le 17 décembre, lors d'un rassemblement pour dénoncer les agissements de la direction, notamment à l'égard d'une travailleuse victime de harcèlement.

Le sous-effectif est criant dans ce magasin ouvert en 2007. Si le magasin comptait 500 salariés à l'ouverture, ils ne sont plus que 370 aujourd'hui, alors que le chiffre d'affaires a largement progressé.

Les troubles musculo-squelettiques sont légion et la surcharge de travail est de plus en plus forte. La direction multiplie les propos vexatoires, les brimades et le harcèlement.

Les représentants syndicaux qui contestent les mauvais coups font l'objet de sanctions. Le délégué syndical CGT du magasin a même été espionné et poursuivi, il y a quelques années, pour avoir publié sur son compte Facebook une photo sur le passé nazi d'Ingvar Kamprad, le fondateur d'Ikea. Il a depuis été acquitté par le tribunal correctionnel.

Mais surtout, dans ce groupe leader de l'ameublement et dont le fondateur est une des plus grandes fortunes mondiales dans le classement *Forbes*, les salaires sont bas et tout est prétexte à économies. En 1999, la direction nationale d'Ikea a fait passer un accord sur la modulation des horaires, qui lui permet de faire travailler une partie des salariés 40 heures et les autres 30 heures, en



fonction des besoins. Ainsi, les heures supplémentaires n'existent plus mais les salariés sont obligés de s'adapter au fonctionnement du magasin. Dans certains services, les responsables demandent même à des travailleurs de ne pas badger certains jours, pour réduire le nombre d'heures travaillées globales.

Cela n'empêche pas le groupe de bénéficier des largesses de l'État, notamment le CICE qui a représenté plus de 40 millions d'euros versés par le gouvernement depuis 2013, et ce sans aucune création d'emploi en contrepartie.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été la tentative de suicide d'une jeune salariée, en septembre dernier, en plein restaurant d'entreprise. La victime se plaignait de harcèlement de la part de son responsable direct, elle avait dès février 2016 alerté la direction, qui n'en avait pas tenu compte.

Aujourd'hui la direction, après avoir protégé le responsable en question, tente

de camoufler les faits et de se dédouaner. Elle a contesté l'accident de travail et ne veut pas entendre parler de tentative de suicide. Elle ne parle que d'un simple malaise. C'est tout cela que les grévistes voulaient dénoncer à l'occasion de cette mobilisation.

Le rassemblement a donc commencé par une prise de parole devant l'entrée du magasin, suivie d'une manifestation à l'intérieur. Cela a permis de montrer aux salariés présents qu'il est possible de contester les humiliations et qu'il n'y a aucune raison de les accepter. À bien des endroits, les slogans ont été repris, y compris par des clients. Des prises de parole de travailleurs d'autres secteurs ont montré que cette lutte est celle de tous et ont renforcé la détermination des présents.

Cette manifestation était la première dans le magasin mais, étant donné l'attitude de la direction, ce ne sera sans doute pas la dernière.

Correspondant LO

La Poste - Angers : les raisons de la colère

Dans le Maine-et-Loire comme partout en France, La Poste s'en prend aux travailleurs de tous les secteurs. Ainsi la PIC d'Angers (l'ex-centre de tri) devrait subir une énième restructuration en 2018, avec au passage la suppression d'environ 70 postes sur les 174 du site.

De leur côté, les facteurs du centre de distribution d'Angers dénoncent le manque d'embauches et de remplacements, qui entraîne des dépassements

d'horaires pas entièrement rémunérés.

Et à Cholet comme à Angers, après s'être attaquée aux bureaux en zone rurale, La Poste a décidé la fermeture de plusieurs bureaux en zone urbaine.

Alors le 8 décembre, quand plusieurs syndicats (CGT, SUD et UNSA) ont appelé, dans le cadre d'une grève nationale, à un rassemblement contre le manque d'effectifs, les mauvaises conditions de travail et les bas salaires,

plusieurs dizaines de postiers du département (guichetiers, facteurs, etc.) s'en sont emparés pour dire leur colère. À la PIC d'Angers, les travailleurs de jour ont été nombreux en grève, avec des taux allant de 70% à 100% selon les services.

Tous ceux qui ont participé au rassemblement étaient fiers d'être descendus dans la rue et en sont repartis avec la ferme intention de ne pas baisser les bras.

Correspondant LO

SNCF : non aux suppressions d'effectifs !

La SNCF a annoncé une nouvelle saignée dans les effectifs puisque son budget pour 2017 prévoit une nouvelle suppression de 1 200 postes, essentiellement par non-remplacement des départs en retraite.

D'après la CGT, ce budget correspond en réalité à la suppression de 1 800 à 2 300 postes. Sud-Rail parle de 4 000 suppressions et du pire budget jamais vu à la SNCF.

Deux secteurs sont annoncés comme particulièrement visés par cette hémorragie, les ateliers d'entretien du matériel et les guichets, mais tous les secteurs sont touchés. Effectivement, à l'échelle de la SNCF, la direction tente de mettre en place un redécoupage des établissements, des équipes, une redéfinition des fonctions, des métiers, avec comme unique objectif, l'intensification du travail et la suppression du maximum d'effectifs. Elle généralise ainsi la suppression du contrôleur à bord des trains, laissant le conducteur seul, au mépris de la sécurité des voyageurs et des circulations. Ainsi, cet été, le conducteur d'un TER Metz-Verdun a été victime d'un malaise. Faute d'un contrôleur à bord du train, c'est un des voyageurs qui, intrigué, est entré dans la cabine et a pu informer le centre opérationnel.

Elle supprime au maximum les guichets, boutiques SNCF, prétextant la possibilité d'achat sur Internet ou sur des bornes. En réalité, de plus en plus de voyageurs sont livrés à eux-mêmes. Dans les ateliers de maintenance, les effectifs sont si tendus que les

opérations de sécurité sont reportées, malgré les travaux de nuit, de week-end.

Partout, la suppression d'effectifs entraîne une dégradation franche des conditions de travail.

La SNCF a osé se féliciter que, au moins dans l'entretien du réseau, elle ne supprimait pas d'effectifs, mais prévoyait au contraire... 270 postes supplémentaires.

Ce chiffre est scandaleusement bas. Il est de notoriété publique que le

réseau ferroviaire a été littéralement laissé à l'abandon, en particulier dans les vingt dernières années, et que des milliers de postes ont été supprimés. Les infrastructures sont souvent hors d'âge. Les limitations de vitesse sont nécessaires sur des pans entiers du territoire. Les incidents matériels, comme les ruptures de caténaires, se multiplient, comme le réseau Nord en a connu ces derniers temps, en plein pic de pollution.

Mais la SNCF a planifié une telle pénurie de moyens et d'effectifs que le réseau va continuer de vieillir au moins jusqu'en 2025, faute d'investissements suffisants

en hommes et en matériel.

Les suppressions d'effectifs et l'abandon du transport ferroviaire passent aussi par la suppression pure et simple de nombreux trains. L'État vient ainsi d'annoncer son désengagement des trains inter-régionaux, autrement appelés trains d'équilibre du territoire. Seules six relations (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse; Paris-Clermont-Ferrand et Bordeaux-Toulouse-Marseille; Nantes-Bordeaux; Toulouse-Hendaye et Nantes-Lyon) resteraient sous l'autorité de l'État. Les autres relations sont suspendues au bon vouloir et aux capacités des régions à

les financer.

Les trains de nuit, eux, sont purement supprimés, à l'exception des Paris-Briançon et Paris-Rodez-Toulouse-La-Tour-de-Carol.

De nombreuses associations d'usagers protestent contre la dégradation insupportable des conditions de transport, la fermeture de guichets et de gares et la suppression de leurs trains.

Les politiciens de gauche et de droite ont montré qu'ils sont d'une totale complicité, dès qu'il s'agit de s'en prendre aux travailleurs. Il faut partout se préparer au combat, et cela quel que soit le futur gouvernement.

Christian Bernac

Gare de Paris-Nord : les cheminots envahissent le comité d'entreprise

Plusieurs établissements de la gare du Nord et du réseau alentour sont concernés par des réorganisations de grande ampleur et des suppressions de postes visant à accroître la rentabilité sur le dos des cheminots, mais pas à rendre la circulation des trains plus fiable.

Cela concerne en particulier les agents qui travaillent en gare, à la vente ou à l'accueil, ceux des ateliers de maintenance et les contrôleurs. Ces réorganisations concernent l'ensemble des cheminots de l'Île-de-France.

À la gare du Nord, un appel à la grève avait été lancé par la CGT et Sud-Rail pour le 16 décembre, afin que les cheminots envahissent la réunion du comité

d'entreprise et disent eux-mêmes ce qu'ils pensaient de la politique que voudrait mettre en œuvre la direction régionale.

150 cheminots sont arrivés au milieu de la réunion, aux cris de : « *La force des travailleurs, c'est la grève!* » Le DRH, craignant cet envahissement, avait averti les élus du CE qu'il comptait sur eux pour veiller à la sécurité des personnes. Avait-il peur d'y perdre sa chemise ?

Tous ceux qui sont intervenus ont dénoncé les suppressions de postes et les réorganisations, mais également le risque pour les cheminots de se retrouver dans des filiales. Ce sera le cas par exemple pour la future ligne T11 (la tangentielle



GREGORY PLESSE/LP

nord) qui doit être entièrement gérée par une nouvelle filiale de la SNCF, Transkeo. Les cheminots qui y travailleront ne dépendront pas de l'accord d'entreprise SNCF mais de la convention collective de branche, bien plus défavorable.

Les intervenants,

acclamés par les autres cheminots, lançaient des slogans, repris à plein poumons. Tous les participants à cette action étaient ravis d'avoir dit clairement qu'ils n'étaient pas prêts à tout accepter. La direction devra en tenir compte.

Correspondant LO

Simair – Rochefort : bas salaires, ça suffit !

Mardi 13 décembre, les travailleurs de la Simair à Rochefort, en Charente-Maritime, ont débrayé à 80, avec la CGT, pendant presque toute la matinée, pour protester contre la stagnation de leurs salaires.

Cette entreprise de l'aéronautique, sous-traitant de Stelia, elle-même filiale d'Airbus, emploie environ 230 travailleurs, dont 50 intérimaires. Elle s'enrichit, comme toutes celles de l'aéronautique, même si son directeur se plaint de la « *pression du principal donneur d'ordres* » qui voudrait des baisses de prix de 36 %.

Les salaires, déjà nettement inférieurs à ceux de la branche, ne suivent pas

le coût de la vie. Pour 2017, la direction ne propose que 1 % en rallonges individuelles ! Cette annonce ne passe pas, surtout dans les ateliers où les responsables ont récemment félicité les ouvriers pour la réduction des rebuts. Mais on ne paie pas ses factures avec des

compliments. Le mécontentement existe aussi dans les bureaux, où la pression de la hiérarchie augmente.

Ce débrayage, bien couvert par la presse locale, a fait plaisir à toutes et à tous, et a peut-être donné envie de remettre ça rapidement.

Correspondant LO



Lors d'un précédent débrayage.

HELENE/FM

Bibliothèques de Paris : en grève

Samedi 17 décembre, les agents des bibliothèques de la ville de Paris étaient en grève pour leurs conditions de travail. En effet la mairie veut imposer dans plusieurs bibliothèques l'ouverture le dimanche. En soi, les agents n'y sont pas opposés, mais ce travail supplémentaire devrait se faire sans embauches, sans moyens supplémentaires. Dans ces conditions, c'est évidemment inacceptable, d'autant plus que la situation est déjà très tendue dans de nombreuses bibliothèques, faute de monde. Le recours aux contractuels pour boucher les trous est devenu fréquent.

De très nombreuses

bibliothèques ont été fermées, totalement ou partiellement, pour la première fois depuis très longtemps. Les agents ont pu se retrouver lors de deux rassemblements, un le matin et un l'après-midi, pour discuter entre eux et constater que les problèmes sont les mêmes partout.

Il faudra plus qu'une journée de grève pour faire reculer la mairie de Paris, mais celle-ci a pu mesurer que le mécontentement est grand et largement partagé, y compris par des conservateurs, dont certains étaient en grève aux côtés des agents des bibliothèques.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

MCSynchro Chanteloup-les-Vignes : troisième semaine de grève

Lundi 19 décembre, les grévistes de MCSynchro à Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines, ont attaqué leur troisième semaine de grève en allant au changement d'équipe s'adresser aux ouvriers de PSA Poissy, l'usine à laquelle ils fournissent 5 200 roues montées par jour, en temps normal.

L'accueil a été chaleureux et ils ont récolté plusieurs centaines d'euros, qui s'ajoutent à ceux récupérés lors d'une précédente collecte devant la gare de Poissy et au soutien financier des unions locale et départementale, de la

fédération de la métallurgie et du syndicat CGT de PSA Poissy.

Mardi, une deuxième plainte contre la direction qui utilise des travailleurs détachés pour remplacer les grévistes, ce qui est interdit, était examinée par le



tribunal de Valenciennes. Une première avait été rejetée pour vice de forme la semaine précédente à Versailles, et le tribunal s'est donné jusqu'à vendredi pour donner sa décision. Un des axes d'attaque de l'avocat de la direction a été de contester le statut de salarié de MCSynchro du délégué syndical CGT de l'entreprise. Une manœuvre malhonnête, destinée à

gagner du temps.

Or le temps est un élément important de l'épreuve de force. L'usine PSA de Poissy ferme vendredi, et les grévistes ont bien conscience qu'ils n'arriveront pas à la bloquer d'ici là.

Mais leur moral ne baisse pas. L'accumulation de difficultés qu'ils n'avaient pas forcément toutes prévues à l'avance, le recours aux travailleurs

détachés, le ballet de camions pour faire monter les roues dans une autre usine, dans l'Est, le rejet de leur première plainte et les lenteurs de la justice, tout cela durcit leur détermination.

La semaine dernière, ils avaient déjà décidé de continuer la grève jusqu'à la décision de justice, donc jusqu'à vendredi 23 décembre. Ils réfléchissent à la suite. Rien n'est fini.

Correspondant LO

Air France : les travailleurs restent mobilisés

À la Maintenance à Air France, suite aux réunions, débrayages, manifestations qui ont eu lieu à Roissy, Orly, Villeneuve-le-Roi et Toulouse, notamment lors de la journée du 8 décembre, le plan de la direction qui prévoyait d'étudier la filialisation a été officiellement annulé le 12 décembre.

Mais la direction a quand même laissé savoir que le statu quo n'était pas une option, ce qui signifie qu'elle compte certainement proposer à nouveau sa camelote sous une autre forme.

Cela n'a pas trompé nombre de travailleurs, qui ont profité de l'occasion du

CCE (comité central d'entreprise) du 15 décembre, où certains syndicats avaient aussi appelé à une action, pour débrayer et manifester. Car tout le monde sent que, derrière le projet, il y a la volonté de baisser encore plus les salaires au nom de la compétitivité, et de dégrader les conditions de travail.

À Orly, un rassemblement d'une centaine de travailleurs s'est tenu devant le bâtiment administratif, et un autre rassemblement a eu lieu à Villeneuve-le-Roi.

Les travailleurs étaient contents d'être là et d'avoir fait reculer la direction, tout en disant que, si la direction remet ça, nous aussi on s'y remettra.

À Roissy, plus de 400 grévistes se sont réunis devant la cantine, où il y a eu plusieurs prises de parole. Le représentant du syndicat corporatiste (Snmsac) qui avait retiré son préavis de

grève s'est fait huer et même interpellé par des travailleurs de la Maintenance. En revanche, ils applaudissaient les interventions rappelant le recul de la direction et celles pointant tout ce qui a été perdu en congés et salaires du fait des différents plans précédents. Les autocollants « Non à la filialisation », « Non aux salaires low cost » étaient bien visibles.

Une grande partie des présents ont décidé de partir en manifestation sur la zone technique de l'aéroport, ce qui a été vu et

entendu, notamment quand ils sont passés au-dessus de l'autoroute A1.

Tout le monde est bien convaincu qu'il faudra une suite au mouvement, que ce soit contre une nouvelle mouture du plan de la direction ou pour des augmentations de salaire qui s'imposent.

Et, de toute façon, la question de riposter à l'ensemble du plan Trust Together, qui s'en prend à toutes les catégories de personnel d'Air France, reste à l'ordre du jour.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Sur le blog de Nathalie Arthaud

L'exploitation : un mot tabou, une réalité pour les salariés

L'association 23MS (23 millions de salariés) a envoyé son manifeste **Souffrir au travail - Assez !** à Nathalie Arthaud, en lui demandant de prendre position. Voici des extraits de sa réponse :

Vous introduisez votre propos en expliquant : « Nous pensions la violence et la souffrance au travail d'un autre siècle. Nous commençons à apprécier l'alliance possible entre le travail et le plaisir qu'il peut procurer. » C'est une illusion que nous, à Lutte ouvrière, n'avons jamais eue. Nombreux sont mes camarades d'entreprise qui travaillent dans l'industrie, le bâtiment ou les services. Ils peuvent témoigner que la pénibilité au travail ne date pas d'hier et qu'elle n'a jamais cessé. Comme elle

n'a jamais cessé d'être féroce dans les pays pauvres où les travailleurs sont surexploités par les mêmes grandes entreprises capitalistes qui siègent ici. (...)

Tous les salariés, de l'ouvrier sur chaîne à l'ingénieur, de la femme de ménage au pilote d'avion, sont

concernés par la recherche de productivité. Même les hôpitaux et le secteur de la santé doivent devenir rentables. Et si les nouvelles organisations de travail sont souvent mises en place au nom de la modernité, elles ne visent qu'à accroître l'exploitation.

Vous parlez de maltraitance professionnelle, mais c'est d'exploitation qu'il s'agit. Et les conséquences que vous décrivez reflètent

l'aliénation engendrée par l'exploitation. Marx a mis ces mécanismes en lumière il y a un siècle et demi, et ils expliquent toujours le fonctionnement de la société. C'est la raison pour laquelle je suis communiste révolutionnaire. On ne peut combattre les conséquences de l'exploitation et de la recherche de profits qu'en visant au renversement de la classe capitaliste, c'est-à-dire à son expropriation.

Alors, si je partage l'indignation et la colère de votre manifeste, je ne crois sûrement pas à une prise de conscience des chefs d'entreprise, des décideurs de cette société capitaliste et de ceux qui les servent.

Si, comme le conclut



la brochure, « nous portons le rêve que le travail devienne enfin le moyen juste, pacifique et serein de construire un monde harmonieux, solidaire et respectueux », nous savons que seules les luttes collectives peuvent nous faire passer du rêve à la réalité. Si des limites ont été imposées à cette exploitation - l'interdiction du travail des enfants dans certains pays, dont le nôtre, ou des améliorations des conditions de travail - cela a toujours été le résultat des luttes des travailleurs.

www.nathalie-arthaud.info

Sur Twitter

Nathalie Arthaud @n_arthaud · 19 déc.
Coup de pouce #smic "impossible". Verser 40 000€/j aux pdg et des milliards aux actionnaires, c possible ! Ils ne l'emporteront pas au paradis

Nathalie Arthaud @n_arthaud · 15 déc.
#Valls : "je supprimerai le #49.3". Défense de rire ! Dans la course du + gros baratineur politicien, il est dans le peloton de tête...

Bouclier fiscal : l'impôt saigne le malheureux

Le dernier en date des candidats à la primaire de la gauche, Vincent Peillon, ancien ministre de Hollande, veut convaincre qu'il se soucie malgré tout des gens modestes, en défendant l'idée d'un bouclier fiscal... pour les pauvres.

Peillon fait mine de s'indigner : « On a pensé à une époque à protéger les plus riches des prélèvements obligatoires. On n'a pas pensé à protéger les plus modestes. » On ? La droite qui à une époque a inventé le bouclier fiscal pour les riches ? Mais on, c'est aussi la gauche, qui non seulement n'a pas pensé non plus à protéger les plus modestes, mais qui ne s'est pas gênée pour augmenter encore les taxes de toute sorte, prétendument indolores.

Oui, les impôts pèsent lourdement y compris sur les plus pauvres, même sur ceux qui ne payent pas d'impôt sur le revenu,

car les taxes directes et indirectes, qui ne sont pas liées au revenu, sont légion. Les gouvernements en inventent toujours de nouvelles. Hollande, dont Peillon dit vouloir défendre le bilan, a multiplié les impôts dits écologiques, et l'ensemble des taxes a augmenté de 18% depuis 2012.

Alors, Peillon prétend vouloir limiter les prélèvements en laissant à tout un chacun « un reste à vivre ». Le « reste à vivre » en question sera d'autant plus modeste qu'il n'est pas question pour Peillon d'envisager la suppression pure et simple de ces dizaines de taxes injustes, de la TVA

à la taxe d'habitation, des taxes sur les carburants à celles sur les cartes grises, de la taxe sur l'électricité à celle sur les contrats d'assurances, etc.

En réalité, les impôts, tous les impôts qui pèsent sur la population laborieuse, sont là pour « saigner le malheureux » au profit des bourgeois. Ce sont ces derniers qu'il faudrait imposer proportionnellement à leurs revenus. Mais tous ceux qui n'ont pas de revenus, qui n'ont que leur salaire ou leurs allocations pour vivre, ne devraient pas être imposés, ni sur un revenu qu'ils n'ont pas, ni aux travers de taxes toutes plus injustes les unes que les autres et qui s'apparentent à un racket systématique de la part des gouvernements.

Dominique Chablis

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

BESANÇON

Samedi 14 janvier - à 16 heures

Salle de la Malcombe - avenue François-Mitterrand

ANNONAY

Mercredi 18 janvier - à 18 h 30

Salle Jean-Jaurès - 34, avenue de l'Europe

VALENCE

Jeudi 19 janvier - à 19 heures

Parc des expositions - salle Espace
16, avenue Georges-Clemenceau

LA ROCHELLE

Mardi 24 janvier - à 20 heures

Salle Amos-Barbot - 37, rue du Collège

MULHOUSE

Samedi 28 janvier - à 16 h 30

Société industrielle de Mulhouse - 10, rue de la Bourse

William Saurin : il faut le contrôle des comptes

Le décès de Monique Piffaut, unique actionnaire de la société holding Financière Turenne Lafayette, a ouvert un feuilleton financier.

Cette femme possédait 21 sites industriels fabriquant des produits de marques bien connues, comme William Saurin, Madrange etc. Le groupe commercialiserait une tranche de jambon sur trois, et une sur deux en marque distributeur.

Cette héritière d'une chocolaterie, à la tête d'une petite fortune, avait à partir de 1992 constitué cette société à coups de rachats d'entreprises, dont certaines

étaient en difficulté. Elle a pu se poser en sauveuse des salariés, en profitant d'aubaines. Elle a acquis William Saurin en 2001. Il était vendu par PAI (Paribas affaires industrielles), un fond d'investissement de Paribas, qui l'avait lui-même acheté deux ans plus tôt à Danone, après un plan social en 1998.

Aujourd'hui, le patron provisoire de William Saurin annonce, suite à un audit, que les comptes étaient

truqués pour faire apparaître un chiffre d'affaire supérieur à la réalité.

Affirmant que Monique Piffaut n'aurait qu'embelli les résultats de l'entreprise, l'État a décidé à la vitesse de l'éclair de voler au secours de cette société. Un prêt de 10 millions est débloqué immédiatement, 60 autres millions devraient l'être dans un avenir proche. Les banques créancières de Monique Piffaut seront donc payées. Parmi elles, se trouvent la BNP, LCL et bien d'autres. Les banques auraient fait confiance, tout comme la Caisse des dépôts

et consignations qui avait participé au montage financier pour permettre le rachat de William Saurin. Les commissaires aux comptes ont validé les comptes de la société sans rien voir ! Ils concèdent avoir remarqué quelques tensions sur les comptes, et le ministère parle d'une manipulation de quelques pourcentages de chiffre d'affaires. Les soi-disant contrôleurs de l'État et des banques ont tout laissé passer.

Aujourd'hui, les salaires et les fournisseurs ne sont pas payés. Et ce sont les emplois des 3 200 salariés

et des 1 500 intérimaires ou sous-traitants qui sont menacés, alors que la fortune personnelle de feu Monique Piffaut s'élève à 380 millions d'euros.

Comme toujours, l'État choisit de payer les banquiers et d'abandonner les travailleurs. Il serait nécessaire aux travailleurs de pouvoir vérifier les comptes des entreprises. Ils verraient alors que, comme à William Saurin, il y a de quoi maintenir emplois et salaires, à condition d'ouvrir les coffres-forts des patrons.

Inès Rabah